

30.01.2026 - 10:11 Uhr

## Désastreux pour le climat et l'économie: auto-suisse critique sévèrement le refus d'assouplir les prescriptions CO2

*Berne (ots) -*

auto-suisse, l'association des importateurs suisses d'automobiles, constate avec grand étonnement que les énormes charges liées à la transformation qu'ont supportées ses entreprises membres et leurs partenaires commerciaux PME n'ont pas été entendues par la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-N). Aux coûts directs liés aux sanctions CO2, que la Confédération estime à 125 millions de francs, s'ajoutent des coûts d'évitement d'un montant au moins équivalent. Les dégâts économiques causés par la voie particulière de la Suisse sont immenses et mettent en péril la compétitivité ainsi que les investissements futurs. Avec une chute de la Suisse au 13<sup>e</sup> rang européen en matière de développement de la mobilité électrique et le parc automobile plus âgé que jamais, cette voie rend nos objectifs climatiques de moins en moins réalisables.

Mardi, la Commission de l'environnement, de l'aménagement du territoire et de l'énergie (CEATE-N) a retiré son initiative visant à assouplir les prescriptions en matière d'émissions de CO2 pour les années 2025 à 2027 ([25.481](#)). Ce faisant, elle renonce à ajuster la loi sur le CO2 au même rythme que l'Union européenne (UE). Cette dernière a accordé aux constructeurs une période transitoire de trois ans pour atteindre les objectifs en matière de CO2, sans pour autant remettre en cause les valeurs cibles.

"La courte majorité de la commission accepte en toute connaissance de cause des bouleversements économiques du secteur automobile suisse qui mettront en péril des emplois, des places d'apprentissage et des investissements. Une politique aussi éloignée de la réalité est irresponsable, surtout au vu de la conjoncture tendue et de la situation économique difficile de l'industrie automobile suisse", explique le **président de l'association, Peter Grünenfelder**.

**Thomas Rücker, directeur d'auto-suisse**, critique: "Nous avons pleinement soutenu les objectifs de cette initiative de la commission et sommes extrêmement déçus que les préoccupations parfois existentielles des entreprises importatrices et surtout de leurs partenaires commerciaux n'aient pas été entendues par la commission. L'estimation de la commission selon laquelle des sanctions pouvant atteindre quelque 125 millions de francs suisses seraient "supportables" méconnaît la réalité économique de l'industrie automobile suisse avec ses difficultés financières découlant de la faiblesse du marché global et la demande insuffisante en véhicules électriques résultant de la réglementation."

Si l'on fait abstraction de la période de pandémie, le marché des voitures neuves est à son plus bas niveau depuis plus de 25 ans; les marges sont soumises à une grande pression et de nombreuses entreprises sont confrontées à une baisse des volumes et à une augmentation des coûts. Des sanctions d'une telle ampleur privent le secteur de moyens indispensables pour investir, innover et préserver les emplois. Contrairement à ce qui est écrit dans le [communiqué de presse de la commission](#), cette décision est loin de concerner uniquement les grands importateurs; elle pénalise également les garagistes et les PME dans toute la Suisse, ainsi que tous ceux qui achètent une voiture.

Le secteur a tout mis en oeuvre l'année dernière pour respecter les objectifs en matière d'émissions de CO2. **Rücker** explique: "Les coûts dits d'évitement qui en résultent sont extrêmement élevés et dépassent les coûts directs des sanctions." Les coûts d'évitement comprennent, par exemple, la réduction des dépenses publicitaires, la dépréciation des véhicules de démonstration, dont on maintient délibérément une large disponibilité, la dépréciation des véhicules d'occasion en raison de la faible demande, ainsi que les stocks élevés de véhicules rechargeables et les dépenses pour l'échange de quotas d'émission. L'association s'attend à ce que ses entreprises membres, qui couvrent environ 95 % du marché suisse des importations, et leurs partenaires commerciaux prennent de nouvelles mesures d'économie afin de réduire leurs coûts d'exploitation, et que leurs réseaux de concessionnaires soient davantage affaiblis.

Alors que la Suisse s'obstine à maintenir son régime de sanctions rigide, imposant ainsi chaque année des pénalités à l'économie nationale de l'importation automobile, le reste de l'Europe s'efforce d'éviter les sanctions. On y

soutient en outre l'industrie automobile fortement touchée, afin de renforcer la demande et la compétitivité. En Suisse, le secteur s'est déjà vu imposer, ces derniers mois, des charges supplémentaires sous forme de réglementations CO2 adaptées rétroactivement et en cours d'année et, au 1er janvier 2024, un impôt automobile de 4 % sur les véhicules électriques. Cette voie particulière de la Suisse résulte dans une érosion continue des conditions cadres et rend ainsi nos objectifs climatiques de moins en moins réalisables. Entre-temps, la Suisse est tombée au 13e rang européen en matière de développement de la mobilité électrique et présente le parc automobile le plus ancien de son histoire.

Afin d'atténuer ces distorsions économiques et écologiques, il est urgent de renoncer à l'impôt automobile de 4 % et de mettre en place un [cadre réglementaire mieux adapté aux réalités du marché](#). auto-suisse poursuivra ses efforts en faveur de meilleures conditions-cadre, même après de la décision négative de la CEATE-N.

Contact:

Frank Keidel  
Porte-parole  
T 076 399 69 06  
[frank.keidel@auto.swiss](mailto:frank.keidel@auto.swiss)

Diese Meldung kann unter <https://www.presseportal.ch/fr/pm/100003597/100938184> abgerufen werden.